L'action sociale : un bien commun à l'ensemble des agentes et agents !

En activité ou à la retraite, chaque agente et agent des ministères économiques et financiers (MEF) bénéficie de l'action sociale.
Interministérielle ou ministérielle, elle intervient pour répondre aux besoins sociaux en matière de logement, de restauration, de petite enfance, de loisirs, et pour apporter une vraie solution aux difficultés de toutes celles et de tous ceux confrontés aux accidents de la vie.

Une solidarité à faire vivre

L'action sociale doit porter les valeurs de solidarité, de partage, d'aide aux plus démunis et contribuer à améliorer les conditions de vie des agentes et des agents.
C'est en ce sens que les personnels ministériels, nos collègues, en grève lors des grands mouvements de 1989, ont préféré orienter une partie des moyens obtenus vers des mesures collectives, au bénéfice de chacune et chacun, plutôt qu'uniquement des mesures salariales individuelles.
Alors que l'individualisme et le repli sur soi ne cessent de progresser, **Solidaires Finances** rappelle l'impérieuse nécessité de cette solidarité qui doit perdurer.

Un combat utile pour toutes et tous

Solidaires Finances a obtenu récemment : la prise en compte de la loi ALUR au lieu du Code de la Construction et de l'Habitat pour déterminer les zones géographiques utilisées par ASF Logement, l'instauration d'une aide non remboursable pour le logement d'un·e enfant étudiant·e, l'instauration du Chèque Sport Finances ou encore le remplacement du CESU 6-12 ans par le Chèque Familles Finances en métropole et par l'APOM dans les DROM-COM pour les 6-14 ans (voire 17 ans sous conditions).
Alors que le secrétariat général entame une « revue des prestations », **Solidaires Finances** refuse toute baisse, disparition ou restriction d'accès à l'action sociale ministérielle.

Un réseau d'acteurs et d'actrices à maintenir

Pour délivrer les prestations, il faut des moyens, humains et budgétaires.
Les MEF disposent de sept opérateurs et associations socio-culturelles (ASF Logement, ASF Restauration, ASF Vacances, le CSMF, la Place des Arts, la COOP et l'ATSCAF), d'une fédération d'Action sociale Finances (FASF) et d'un réseau de délégations qui se veut être au plus près des personnels.
Ce réseau et ces associations sont une véritable richesse qui ne doit pas souffrir des réorganisations instaurées par le secrétariat général. **Solidaires Finances** exige un réseau de l'action sociale ministérielle de proximité dans chaque département !

Solidaires Finances n'abandonnera aucune prestation de l'action sociale ministérielle.
Solidaires Finances n'accepte et n'acceptera aucune régression.
Chacune et chacun d'entre nous, ensemble, emparons-nous des prestations de notre action sociale ministérielle !

Solidaires Finances Publiques · Solidaires Douanes · Solidaires CCRF & SCL · Solidaires Bercy · Solidaires Sud Insee · Solidaires I.D.D. à l'Industrie et au Développement Durable